



**PROGRESSIVE ALLIANCE** **ALLIANCE PROGRESSISTE**

**ALIANZA PROGRESISTA**

[www.progressive-alliance.info](http://www.progressive-alliance.info)

7 septembre 2018

## **Résolution**

### **Contre la menace de la social-démocratie au Brésil**

Les forces progressistes, sociales-démocrates et socialistes du monde entier unies dans l'Alliance Progressiste suivent avec une grande inquiétude les menaces croissantes pour la démocratie et l'État de droit au Brésil. Sous prétexte de lutte contre la corruption, les principaux représentants du Parti des travailleurs (PT) brésilien sont exposés depuis des années à une campagne de diffamation et de dénigrement sans précédent dans les médias. Dans ce scénario, la présidente Dilma Rousseff, qui a été élue démocratiquement en mai 2016, a été démise de ses fonctions avec des motifs douteux et un changement de politique a été initié qui sape et entrave les importants progrès mondialement reconnus en matière d'inclusion sociale et de démocratie que les régions dirigées par le PT ont pu réaliser depuis 2003. Après que les programmes sociaux de l'ère PT ont libéré des millions de brésiliennes et de brésiliens de la pauvreté et de conditions de vie précaires, nous assistons aujourd'hui avec consternation à une nouvelle hausse du niveau de pauvreté et de marginalisation sociale.

En tant qu'Alliance Progressiste, nous sommes particulièrement inquiets de voir que l'ancien président du Brésil et président d'honneur du Parti des travailleurs (PT) Luiz Inácio Lula da Silva, qui est devenu une référence internationale en matière de progrès social et de démocratie, est soupçonné de corruption et a été condamné dans un climat de préjugés, qui porte préjudice à un processus juste et équitable. Lula n'est pas au-dessus des lois malgré son travail remarquable, mais comme tout citoyen, il doit avoir droit à un procès équitable. Le principe de la présomption d'innocence doit aussi s'appliquer pour lui, jusqu'à l'épuisement de tous les droits de recours garantis par la constitution brésilienne. En tant qu'Alliance



progressiste, nous partageons clairement l'avis du secrétariat de l'ONU pour les droits de l'homme que ceci doit également s'appliquer pour la garantie de ses droits politiques et civils, y compris le droit de poser à nouveau sa candidature pour le parti des travailleurs aux élections présidentielles qui auront lieu le 7 octobre.

Le non-respect de ces droits renforce l'impression que les poursuites judiciaires contre Lula ne sont pas exemptes de toute influence politique inappropriée et qu'elles sont détournées dans le but d'exclure des élections à venir le candidat qui, comme le montrent tous les sondages, trouve le plus de soutien auprès de la population brésilienne et qui a les meilleures chances de gagner. De toute évidence, une grande majorité de brésiliennes et de brésiliens voient en Lula un espoir pour le Brésil de retrouver une plus grande justice sociale et plus de démocratie.

L'Alliance Progressiste condamne fermement toutes les tentatives d'entraver des élections libres et équitables au Brésil. En outre, elle insiste sur le fait que le peuple brésilien ne doit pas être infantilisé lors des élections de son prochain chef d'État. C'est la seule façon de consolider et d'approfondir la démocratie au Brésil. Nous sommes persuadés que Lula et le parti des travailleurs sont indispensables pour cela.